

Large victoire pour l'UDPS au conclave

Congo-Kinshasa Presque toute l'opposition a adopté plusieurs des positions de ce parti.

Large victoire pour l'UDPS à l'issue, vendredi à l'aube, du conclave de deux jours que le parti d'Etienne Tshisekedi avait convoqué à Genval.

Alors que le Fonds monétaire international (FMI) estimait mercredi que l'incertitude politique freine la croissance économique au Congo, que trois sénateurs américains proposent d'imposer des sanctions contre les dirigeants congolais responsables de violations des droits de l'homme et que la

mairie de Lubumbashi a dû renoncer – faute d'enthousiasme – à organiser un accueil populaire au président Joseph Kabila en visite dans la ville jeudi, presque toute l'opposition s'est réunie dans un "Rassemblement".

Les élections en novembre

Celui-ci a pour but de "mettre en commun leurs forces et énergie en vue de faire échec à toute velléité de renversement de l'ordre constitutionnel", dont le régime est accusé de vouloir "créer les conditions de la restauration de la dictature" au Congo.

Ce rassemblement rejette unanimement le "dialogue" convoqué par le président Kabila et en propose un autre à la place, conforme à la résolution 2277 du Conseil de sécurité de

l'Onu qui, le 30 mars dernier, avait exhorté Kinshasa à tenir "des élections présidentielle et législatives prévues en novembre 2016, conformément à la Constitution". Cette position était celle de l'UDPS.

Ce dialogue sera bien confié aux soins du médiateur désigné par l'Union africaine (UA), le Togolais Edem Kodjo, mais celui-ci doit être "renforcé par un panel de représentants" de l'Onu, de l'UE, de l'UA, de l'Organisation internationale de la Francophonie et des Etats-Unis. L'UDPS insiste depuis longtemps sur ce point, afin de rendre ses décisions "opposables à tous", les recommandations du précédent dialogue organisé par M. Kabila n'ayant pas été appliquées, à l'exception de la formation d'un nouveau gouvernement. Les signataires "saluent" le "départ du pouvoir" de M. Kabila "le 20 décembre 2016 à 0 h 00".

Libérer les détenus politiques

Le Rassemblement exige la libération "immédiate et sans condition de tous les détenus politiques et d'opinion", ainsi que la "dissolution" des partis créés sous le nom de parti d'opposition – dédoublant ceux-ci artificiellement avec l'appui du pouvoir.

Il appelle "la communauté internationale à accompagner le peuple congolais

dans sa lutte pour la consolidation de la démocratie et l'Etat de droit". Et le peuple congolais à "la mobilisation générale" pour "défendre la Constitution".

L'UDPS remise en selle

Le Rassemblement comprend deux organes : une coordination des actions, qui doit assurer l'exécution des décisions et un "Conseil des sages" composé de représentants de chaque partie et qui sera présidé par M. Tshisekedi. Des participants au conclave ont cependant été frappés par l'affaiblissement de la santé de celui-ci. Cette consécration sera-t-elle, dès lors, son bâton de maréchal ou un tremplin vers une candidature unique à la présidence ?

Car les signataires ont, par ailleurs, adopté une "motion de remerciement" à Etienne Tshisekedi, reconnaissant son "leadership au service de la cause de la liberté, de la justice, de la démocratie" et prenant "l'engagement de mettre aujourd'hui le symbole de la démocratie qu'il est devenu au service de notre combat commun pour le respect de la Constitution et l'avènement de l'alternance dans notre pays".

A Kinshasa, le secrétaire général de la Majorité présidentielle, Aubin Minaku, "rejette toutes les résolutions adoptées par ce conclave comme constitutives d'une tentative de coup d'Etat".

MFC

Plusieurs participants au conclave ont cependant été frappés par la petite forme d'Etienne Tshisekedi.